

Gérer le risque de ruissellement, aménager, protéger

OUTILS POUR LES COMMUNES

En collaboration avec



Gembloux Agro-Bio Tech
Université de Liège



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



Inondations par ruissellement



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



« Petits » aménagements



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



4

3 OUTILS SPW

DAFoR

Direction de l'Aménagement foncier
rural

- AGW 2007 « coulées boueuses »
- AGW 1997 « voiries agricoles »

GISER-DDR

Direction du Développement rural

- Cellule GISER

erosion@spw.wallonie.be

Dans les 2 services, la commune trouvera une assistance sous forme de

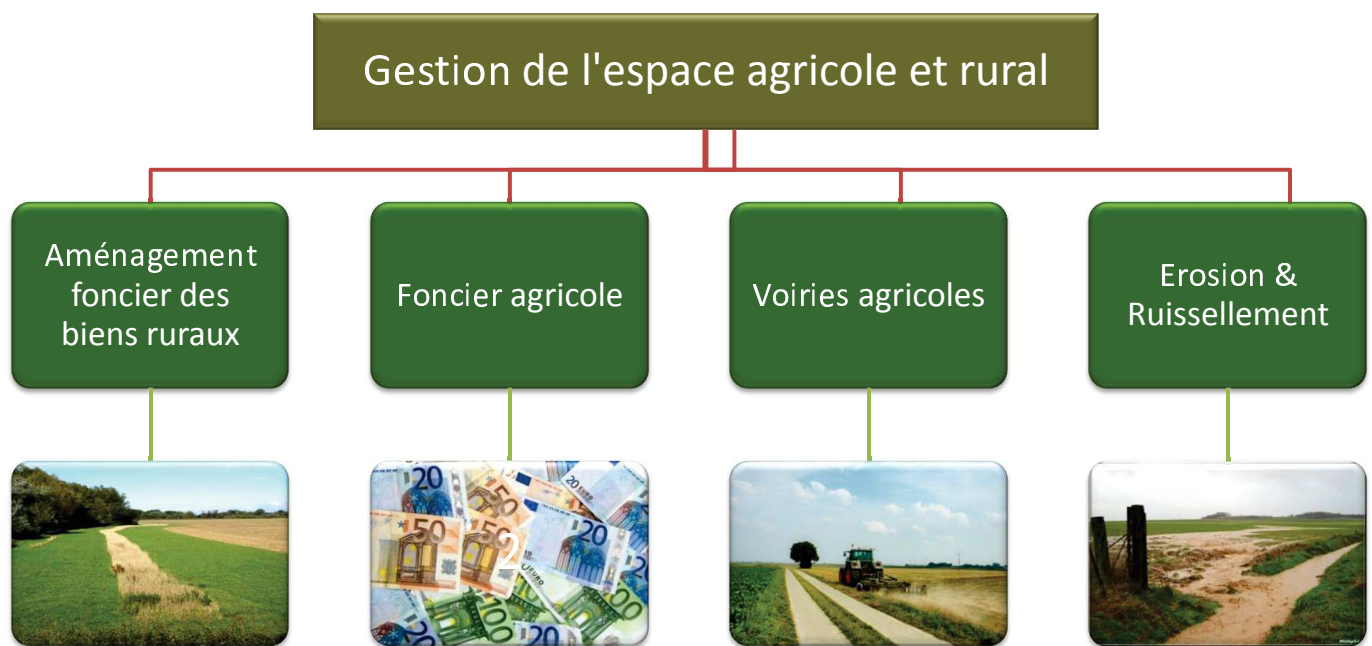
- analyse de la situation, information
- conseil technique et proposition d'aménagements
- assistance à la mise en œuvre (avec subsides → DAFoR)



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



DAFoR : une Finalité - 4 Métiers



AGW 2007 - mode d'emploi

1. Nature des travaux éligibles AGW 18/01/2007
2. Avis circonstancié
3. Promesse de principe
4. Promesse ferme
5. Calcul de la subvention (60 + 20)
6. Liquidation de la subvention
7. Subvention complémentaire
 - Achat du terrain / servitude d'inondation



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



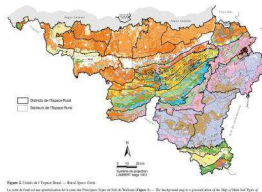
DDR - les métiers du développement rural

Développement de l'espace rural

Plans communaux
de développement
rural



Géodonnées (dont
carte numérique
des sols PCNSW)



Coordination
agriculture -
environnement



Avis / Permis
Conseil GISER



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT





GISER - Pôle RECHERCHE

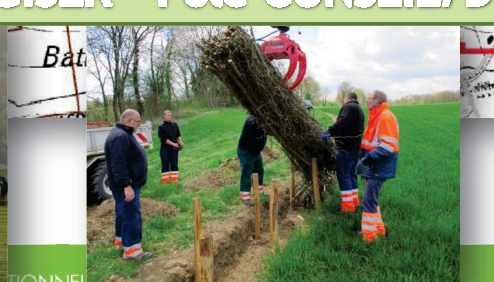


UCL
Université
catholique
de Louvain



Gembloux Agro-Bio Tech
Université de Liège

GISER - Pôle CONSEIL/DDR



DGO 3

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Wallonie

SPW
Service public
de Wallonie

La recherche GISER



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Wallonie

SPW
Service public
de Wallonie

Démarche GISER - mode d'emploi



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



Gérer le risque sur le domaine public

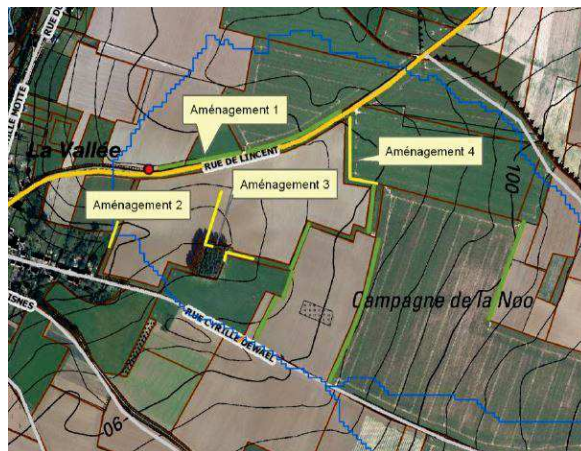
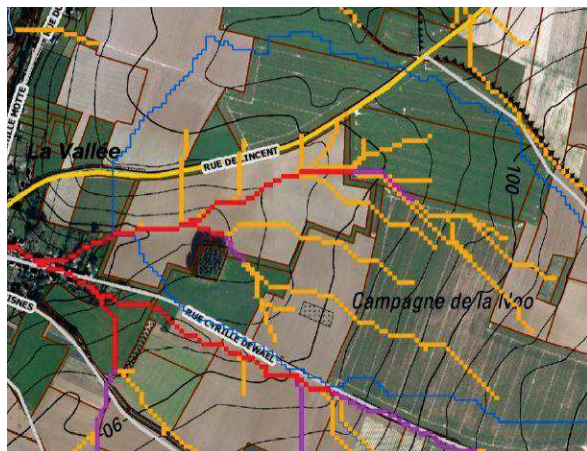
EXEMPLES D'AMÉNAGEMENTS



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



ETUDE HYDRAULIQUE



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



31



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT





DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT





DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



47



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SPW
Service public
de Wallonie



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



Coin de parcelle enherbé
avec fossé-diguette



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



Contacts DRCE : erosion@spw.wallonie.be

- **Direction du Développement rural - Cellule GISER**
 - Ruissellement : analyse, petits aménagements, pratiques agricoles...
- **Direction de l'Aménagement foncier rural**
 - Ruissellement : analyse, aménagements, voiries, ZIT, subsides AGW 2007 et AGW Voiries...
- **Direction des Espaces verts**
 - Plantations domaine public, bords de route (Maya)...
- **Direction des Cours d'eau non navigables**
 - Inondations par débordement de cours d'eau, PGRI, stabilisation berges...



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT



SERVICES AUPRÈS DES COMMUNES



Janvier
2015

Démarche d'aide aux communes wallonnes

L'appui aux communes dans la lutte contre l'érosion des sols et les inondations par ruissellement est l'une des 3 missions telles que définies dans la convention cadre GISER. Elle est menée par l'équipe « Conseil - Expertise ».

Ce service est proposé à toutes les communes de Wallonie. La cellule GISER apporte les conseils et l'expertise technique mais la commune demandeuse est le moteur du processus et doit gérer les relations avec les différents interlocuteurs concernés.

Description

L'ensemble des processus relatifs au conseil fourni aux communes se fait en plusieurs étapes qui sont présentées dans le schéma à la dernière page de cette fiche et détaillées ci-dessous :

Etape 1 : Demande d'appui et prise de rendez-vous

La demande est introduite par la commune, qui est le client principal de la cellule GISER. Elle peut le faire directement par la voix de ses représentants politiques ou de son administration (e.g. service environnement ou travaux), ou de manière indirecte via le contrat rivière, une intercommunale, ou toute autre structure qui la représente. Mais dans tous les cas, la réponse à la demande sera communiquée à la commune. Plusieurs demandes successives peuvent être faites.

La demande peut être faite par :

- Téléphone (081/336 473 ou 081/336 461) ;
- par email (erosion@spw.wallonie.be);
- par courrier (Cellule GISER, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles, et de l'Environnement - Département de la Ruralité et des Cours d'eau – Direction du Développement rural ; Avenue Prince de Liège 7, 5100 Jambes).

L'agent GISER, en charge du dossier, accuse réception de la demande par mail dans les 7 à 10 jours et sollicite la commune pour qu'elle fournisse les informations suivantes préalablement à la visite de terrain :

- la liste et la localisation (coordonnées x-y en Lambert belge 1972) des sites qui posent problème sur l'ensemble de son territoire
- l'ordre de priorité pour ces sites s'ils sont très nombreux (plus de 5 sites)
- le nom de la personne qui va suivre le dossier à la commune

Un contact est ensuite établi avec la commune (par téléphone ou par email) pour convenir d'un rendez-vous sur place pour la visite de terrain.

Etape 2 : Visite de terrain

L'agent GISER vient avec les cartes des axes de ruissellement concentré



(projet ERRUISSOL) pour identifier correctement la zone problématique en bureau, avant d'aller sur le terrain. La visite de terrain permet d'identifier les chemins des eaux, de mettre en lumière les influences anthropiques (routes, pratiques agricoles, éléments de protection, ...) et/ou environnementales (ravinement, ...), de confronter avec les témoignages des riverains. La visite

permet également de définir les pistes de solution qui seront abordées dans le rapport.

Etape 3 : Rapport

Le rapport établit le diagnostic de chacun des sites et les propositions de solutions. Les mesures et/ou aménagements proposés peuvent concerner la commune (terrain public), des riverains (terrain privé) ou des agriculteurs (exploitants et/ou propriétaires) sur les parcelles agricoles.

Quand cela est nécessaire (aménagements plus lourds ou réaménagements du parcellaire agricole), la cellule GISER collabore avec les services de la Direction de l'Aménagement foncier rural (DAFoR).

Le rapport est envoyé en version numérique au fonctionnaire communal et par courrier au collège communal. A partir de ce moment, c'est la commune qui devient propriétaire du rapport et l'utilise à sa guise. Le délai de délivrance d'un rapport est en général de 3 mois et d'un maximum de 6 mois.

Etape 4 : Concertation

Le but de l'étape de concertation est d'obtenir l'accord des personnes



Crédit photographique : Y. Hommani

privées (essentiellement les agriculteurs) concernées par la réalisation d'aménagement(s) sur leur terrain. Ces aménagements seront à réaliser par les agriculteurs eux-mêmes (e. g. : les bandes enherbées) ou par la commune moyennant l'accord de l'agriculteur concerné. Cette étape est essentielle, car elle permet de modifier ou adapter l'aménagement en fonction de

la discussion.

Cette étape est intégralement pilotée par la commune : elle se charge de l'organisation des réunions (invitations, logistique) et de la rédaction des comptes-rendus. Sur demande de la commune, l'agent GISER peut être présent à chaque réunion à titre d'expert technique. L'agent GISER effectuera une relecture du PV à la demande de la commune.

GISER fournit à la commune une convention type permettant de définir les devoirs de chacun par rapport aux aménagements acceptés.

En cas d'aménagements de type bandes enherbées à réaliser par l'agriculteur, si une subvention MAE est sollicitée, un contact est pris avec le conseiller de Natagriwal.

Etape 5 : Mise en œuvre d'aménagements

Cette étape est pilotée par la commune avec l'appui de la cellule GISER.



Les travaux sont réalisés soit par les services communaux (service travaux) soit par des prestataires désignés par la commune. Les frais relatifs à la mise en œuvre de ces aménagements sont totalement à charge de la commune, sauf dans les cas de bandes enherbées (MAE) ou de subsides de la DAFoR (DGO3-SPW)

L'appui GISER est le suivant :

- réaliser des travaux préparatoires sur le terrain : p.ex. localiser précisément l'emplacement d'un aménagement (installation de repères sur le terrain)
- fournir de la documentation technique (cahier des charges pour certains aménagements, fiches techniques, etc.). Un exemple de cahier des charges pour une fascine est disponible sur notre site internet (www.giser.be).
- être présent sur le site lors de l'installation de l'aménagement
- co-réceptionner le travail réalisé

Etape 6 : Suivi des actions

Rôle de la commune

Il est demandé à la commune de communiquer des informations à la cellule GISER pour compléter sa base de données sur :

- les aménagements réalisés : type, localisation, date d'installation, ...
- l'efficacité des aménagements : photos, ...
- ...

La commune doit veiller :

- aux maladies de jeunesse des aménagements (affouillement, ...)
- l'entretien des aménagements

Rôle de GISER

Une procédure de feed-back régulier doit être mise en place.

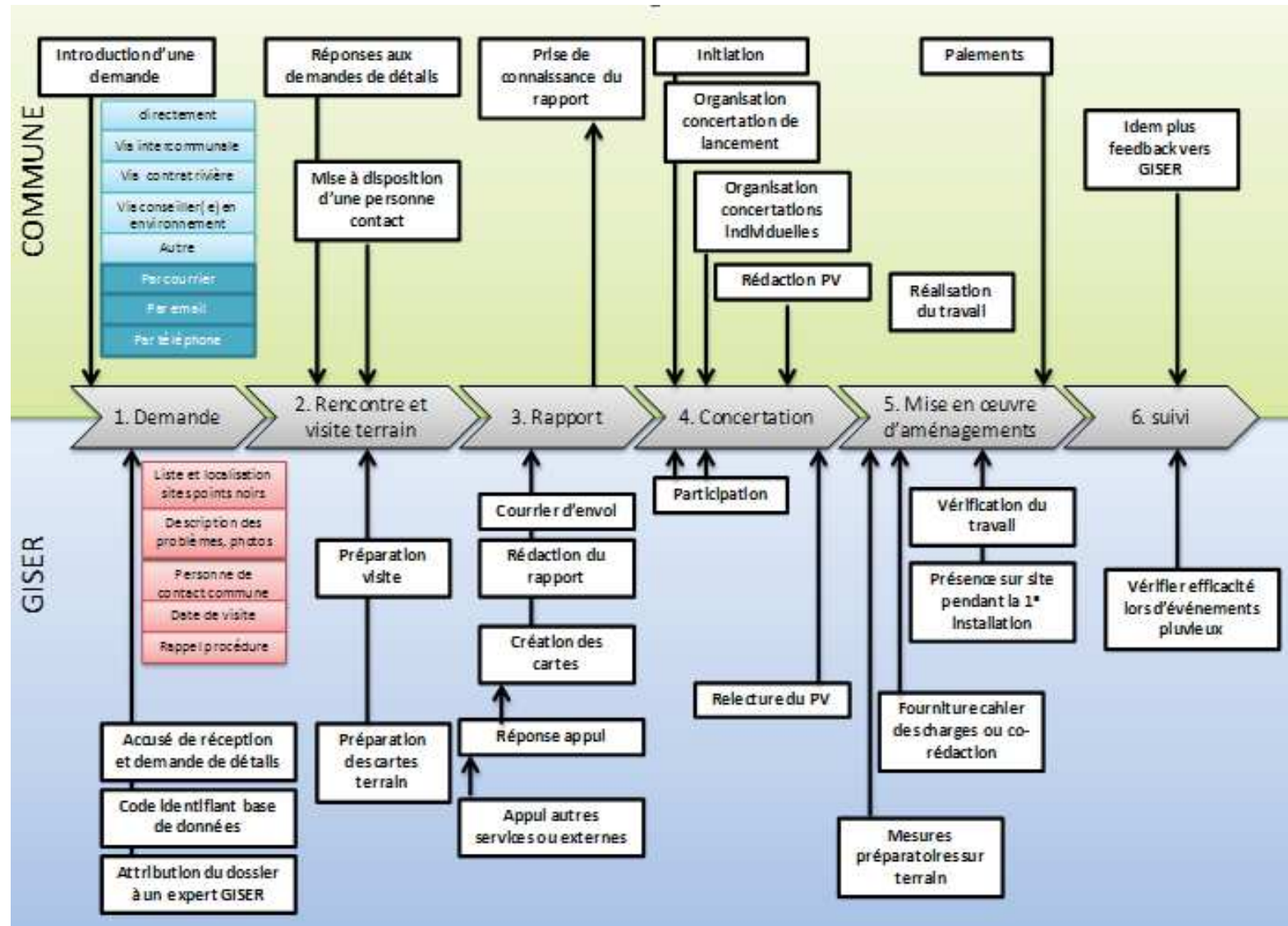
Il faut noter le cas particulier des **situations d'urgence** dont le processus d'appui est allégé pour apporter une réponse très rapide. Le processus décrit précédemment est accéléré et inclut les étapes suivantes :

- Demande de la commune par téléphone (ou par mail)
- Visite le plus rapidement possible sur le terrain
- Le rapport est une carte contenant les propositions d'aménagements de type « urgence », c'est-à-dire ceux qui peuvent être installés très rapidement.
- Mise en œuvre rapide d'aménagements : l'agent GISER peut être présent si nécessaire, en fonction de ses disponibilités.

Après la démarche d'urgence, la commune peut solliciter le rapport classique GISER, afin de construire une réflexion à plus long terme.

Sources

Texte basé sur l'« Instruction GISER » version 1.1 de la Direction du Développement ruraux (DGO3 – SPW)



Collaboration Commune-GISER démarche d'ensemble

Arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2007 (MB 12/02/2007) relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement.

Conditions d'octroi du subside

L'origine des eaux de ruissellement provient de terrains agricoles ou forestiers et non de zones urbanisées ou de cours d'eau classés.

Les travaux d'amélioration s'effectuent conformément au Cahier des Charges-type Qualiroute de la Région wallonne ainsi que de ses modifications ultérieures.

Les subsides peuvent porter sur les opérations suivantes:

- des travaux de génie rural visant à limiter le ruissellement tels que :
 - création de bandes enherbées
 - création ou curage de fossés continus ou discontinus
 - tranchées ou puits drainants
 - création de mares d'infiltration
 - création de talus et banquettes
 - plantation de haies, fascines, ...
 - amélioration des dispositifs d'évacuation des eaux de ruissellement des voiries agricoles
 - création de zones d'immersion temporaire « pâturables inondables »
 - création de bassin d'orage
 - etc.
- des travaux de plantations et de semis;
- des essais nécessaires à l'exécution des travaux;
- l'acquisition de biens immobiliers non bâtis nécessaires à la bonne exécution des travaux précités ou le paiement d'une indemnité pour la création d'une servitude d'immersion temporaire.

Procédure administrative

Promesse de principe

Afin d'éviter des frais d'études pour des projets non éligibles dans le cadre de cet arrêté, il est vivement conseillé de demander la visite d'un agent de la DAFoR avant de commencer les démarches administratives.

Dans les limites des crédits budgétaires et préalablement à l'introduction du dossier pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement, le bénéficiaire soumet à l'administration le(s) aménagements(s) susceptible(s) de bénéficier d'une subvention.

Pour les aménagements éligibles, le bénéficiaire établit le projet.

Le dossier doit comprendre en quatre exemplaires les documents suivants :

- la délibération par laquelle le bénéficiaire approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;
- la délibération par laquelle le bénéficiaire désigne l'auteur de projet ;
- la délibération par laquelle le bénéficiaire désigne le coordinateur santé-sécurité ;
- en cas d'acquisition nécessaire de terrains, le dossier d'emprise avec une estimation de la valeur des terrains établie par le comité d'acquisition ou le receveur d'enregistrement ;
- en cas de servitude d'immersion temporaire, l'établissement d'un dossier d'indemnisation unique et des conditions d'exercice de cette servitude ainsi qu'une convention précisant l'entretien annuel du dispositif et des plantations ;
- une étude agronomique et hydrologique permettant d'identifier l'origine des problèmes d'érosion, d'inondations ou de coulées boueuses et d'envisager globalement des mesures correctrices, comprenant des dispositifs visés par l'arrêté. L'étude agronomique examine notamment l'incidence des pratiques culturales et précise l'importance des terres agricoles à protéger. L'étude hydrologique examine l'incidence des aménagements sur la propagation et la superposition des ondes de crue en aval. Lorsque cette étude porte sur des inondations dans un bassin hydrographique de plus de 100 ha, l'avis du gestionnaire du cours d'eau est sollicité.
- une notice décrivant l'ampleur, la récurrence et l'incidence des phénomènes d'érosion et/ou d'inondation constatés;
- les notes de calculs se référant à ces dispositifs;
- les plans de situation et d'exécution des travaux, le cahier spécial des charges des travaux conforme au cahier des charges-type Qualiroute de la Région wallonne, les métrés descriptif et récapitulatif, le modèle de soumission;
- le plan de sécurité et de santé ;
- le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;
- une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;
- l'attestation de l'allocataire établissant qu'il dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;
- le permis d'urbanisme et d'environnement, s'il échet.

Le dossier complet est envoyé à l'administration qui détermine le taux de subside et calcule le montant du subside. L'administration soumet le dossier à l'Inspection des Finances et à l'approbation du Ministre.

La notification au bénéficiaire par le Ministre de l'approbation du projet et du taux de subvention vaut **promesse de principe** d'octroi de subvention.

Promesse ferme

Dans les trois mois à dater de la notification de la promesse de principe, le bénéficiaire procède à l'ouverture des soumissions. La promesse de principe devient caduque à l'expiration de ce délai.

Le bénéficiaire transmet le dossier complet relatif à l'attribution du marché à l'administration.
Il doit comprendre, en six exemplaires, les documents suivants (art. 10) :

- la délibération par laquelle l'allocataire arrête la date d'ouverture des soumissions et le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
- le cahier des charges approuvé;
- l'avis de marché;
- le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- le rapport d'adjudication du marché;
- la soumission déposée par l'adjudicataire désigné par l'allocataire;
- le tableau comparatif des prix unitaires des soumissions déposées;
- la délibération par laquelle l'allocataire motive la désignation de l'adjudicataire.
- la convention de maintien et d'entretien des plantations signée par les parties, s'il échet;
- l'acte d'acquisition d'immeubles non bâtis, s'il échet;
- la convention de servitude, s'il échet.

L'administration calcule le montant du subsidie sur base de la soumission approuvée (art. 7).

L'administration soumet le dossier à l'Inspection des Finances.

Si le montant de la subvention est supérieur à 25.000 €, l'accord du Ministre du Budget est sollicité.

L'administration procède à l'engagement et soumet le dossier au Ministre.

Le Ministre prend un arrêté ministériel octroyant la subvention.

Modalités de calcul du subsidie

Le taux de base est 60 % du montant établi comme suit.

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est la somme (art.7):

- du coût des travaux subsidiés, T.V.A comprise, déterminé par l'adjudication;
- d'un forfait de 10 % du montant global des travaux pour frais d'étude, de coordination sécurité, d'essais géotechniques préalables, de contrôle des matériaux;
- du montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis et de servitude d'immersion temporaire.

Les autres frais généraux exposés par l'allocataire ne sont pas subventionnés.

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide sur l'ensemble des travaux pris en considération (art. 8) si le projet apporte une amélioration écologique et paysagère.

Les plantations ligneuses seront composées d'espèces reprises dans le « Fichier écologique des essences » édité par la Région wallonne ou dans le tableau repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 1995.

Le maintien et l'entretien des dites plantations doivent faire l'objet préalablement d'une convention entre le propriétaire, le locataire et l'allocataire.

Dans le cas d'une zone d'immersion temporaire, vu la bonne intégration paysagère, la majoration de 20 % est accordée si l'ensemble (berges et fond) est ressemé; dans ce cas, des plantations ligneuses ne sont pas indispensables.

Modalités de liquidation du subsid

Le montant définitif de la subvention sera calculé sur base du montant effectif des travaux subventionnés figurant au décompte final, en ce compris les frais d'acquisition d'emprise et de servitude et les autres frais tels que précisés à l'article 7, limités à 10 % du montant global des travaux. Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur à celui retenu initialement pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur la base de la dépense réelle relative aux dits travaux.

Le Ministre peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui se sont avérés nécessaires pour la bonne exécution de celle-ci. Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 % de la subvention initiale.

Dans le cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie est transmise au service d'accompagnement.

La subvention est liquidée par acomptes ou globalement.

1) Dans le cas d'acomptes, le dossier de récupération est constitué comme suit:

- la déclaration de créance du bénéficiaire
- la copie de l'ordre de commencer les travaux
- les états d'avancement des travaux
- la liste des intempéries (si le délai d'exécution des travaux est exprimé en jours ouvrables)
- les factures dressées par l'entrepreneur et approuvées par la commune

2) Dans le cas de récupération en une fois ou finale, le dossier comprend:

- la déclaration de créance du bénéficiaire
- la copie de l'ordre de commencer les travaux
- les états d'avancement des travaux
- le décompte final des travaux et le coût total de ceux-ci
- la liste des intempéries (si le délai d'exécution des travaux est exprimé en jours ouvrables)
- les factures dressées par l'entrepreneur et approuvées par la commune
- les factures dressées par l'auteur de projet et approuvées par la commune
- en cas d'acquisition de terrain d'emprise, la copie de l'acte d'acquisition
- le procès verbal de réception provisoire ou définitive des travaux.

Le dossier complet est envoyé à l'administration, en 3 exemplaires, pour approbation et pour suite voulue.

Contacts

SPW - DGO3 - Département de la Ruralité et des Cours d'eau DIRECTION DE L'AMENAGEMENT FONCIER RURAL

- Province du Hainaut et Province du Brabant Wallon, partie Ouest :
Eric Meganck
Service extérieur de Mons
Bd Winston Churchill, 28
7000 MONS
Tél : 065/400125
mail : eric.meganck@spw.wallonie.be
- Province de Namur et Province du Brabant Wallon, partie Est :
Philippe Duchêne
Service extérieur de Namur
7, Avenue Prince de Liège
5100 JAMBES
Tél : 081/336468
mail : philippe.duchene@spw.wallonie.be
- Province de Liège :
Frédéric Robinet
Service extérieur de Huy
Chaussée de Liège, 39
4500 HUY
Tél : 085/273450
mail : frederic.robinet@spw.wallonie.be
- Province de Luxembourg :
Bernard Dubourg
Service extérieur de Libramont
Rue des Genêts 2
6800 LIBRAMONT
Tél : 061/221035
mail : bernard.dubourg@spw.wallonie.be